

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

● Mozambique L'agression des racistes rhodésiens a fait 1200 morts

Les bombardements du camp des patriotes zimbabwés de la Zanu, à Chimoio,

au centre du Mozambique, par l'aviation des racistes rhodésiens a tué au moins 1200 personnes, dont une centaine d'enfants.

Plus de 600 blessés sont actuellement soignés sur place. 70 autres, gravement atteints, ont été évacués vers des villes plus importantes.

L'attaque a été effectuée par surprise à l'aube. Les bombardiers sont revenus le jour suivant, accompagnés cette fois d'hélicoptères armés.

Le Front patriotique du Zimbabwe a lancé un appel à la Communauté internationale pour qu'elle vienne en aide au peuple mozambicain victime de cette criminelle agression.

Il a dénoncé le fait que les 40 hélicoptères utilisés par les racistes étaient des engins français livrés au gouvernement de Smith, «cette action, a-t-il affirmé, a tué tout ce qui restait des propositions anglo-américaines pour l'établissement d'un accord dans la région.»

● Afrique du Sud Vorster s'en prend aux journalistes

29 journalistes Noirs de six journaux sud-africains ont été appréhendés le 30 novembre alors qu'ils manifestaient. Ils demandaient la libération des détenus politiques et des journalistes emprisonnés sans procès, ainsi que la levée de l'interdiction de l'«Union des journalistes Noirs».

Le 1er décembre, ils ont été présentés à la justice et seront jugés en février. Vorster n'a sans doute pas osé les laisser en prison et ils ont été libérés sous caution.

Au même moment, au tribunal où se déroule l'enquête sur la mort de Steve Biko, le juge estimait que le chef de la police raciste et son adjoint n'avaient pas à être questionnés par l'avocat de la famille de Steve Biko qui voulait savoir comment le ministre de la Police en était venu à déclarer que Steve Biko avait succombé à une grève de la faim alors qu'il a été assassiné.

Alors que la répression bat son plein, se déroulaient en Afrique du Sud les élections législatives, un bien grand mot puisque seule la population blanche qui représente 1/6 de la population totale a le droit de vote. Vorster est évidemment certain de remporter cette parodie au point que les dépêches font état du climat d'apathie qui l'entoure et du fait qu'une forte proportion d'absents est prévisible.

● Marseille GREVE A LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE

Depuis le 24 novembre, les travailleurs de la Caisse primaire d'assurance-maladie sont en grève. Celle-ci affecte surtout les guichetiers. Tous les centres de paiement de Marseille sont fermés. La grève a commencé le jeudi 24 contre la mise à pied arbitraire d'un employé. A l'annonce de cette mise à pied, immédiatement plusieurs centaines de travailleurs et d'employés sont allés envahir la direction pour faire rapporter cette mesure.

Satisfaction a été donnée immédiatement. Plusieurs sections locales du département sont également en grève car les employés ont arrêté spontanément le travail, non seulement en raison de la répression mais aussi des conditions de travail de plus en plus mauvaises : rendement accru et

(Suite page 8)

1er décembre LE DESAVEU DES TRAVAILLEURS

L'appel des dirigeants révisionnistes et réformistes, des confédérations syndicales a eu peu d'écho chez les travailleurs. C'est dans les entreprises que le refus du mot d'ordre de Séguéy et Maire est le plus net. D'ailleurs, comme nous l'avons signalé, un certain nombre de sections syndicales avaient, après discussions, refusé de s'associer à cette journée d'action et les explications qu'elles ont données aux travailleurs ont rencontré un large soutien.

La manifestation qui a eu lieu à Paris traduisait bien cette situation. Les cortèges de la métallurgie et de la chimie qui, une fois n'est pas coutume, se trouvaient au début, alignaient des rangs clairsemés et pour les entreprises ; la participation se réduisait souvent aux seuls délégués.

Le mot d'ordre, autre-

fois assené à grands coups, de décibels par les sonos CGT : «Union, action, Programme commun» ne s'est plus fait entendre. En effet, ce mot d'ordre qui prétendait fixer une perspective aux luttes des travailleurs a sombré au milieu des querelles de la gauche.

L'absence de mot d'ordre est bien significative

de l'impasse à laquelle conduit la ligne de Séguéy et Maire ; significative aussi de leur embarras, eux qui n'ont rien d'autre à proposer que d'espérer un succès de la gauche et de continuer à croire, contre toute évidence, qu'il s'agissait d'une issue pour les travailleurs.

Outre les sempiternels «Adhérez à la CGT», on pouvait remarquer, parmi les rares mots d'ordre de cette manifestation morne, ceux du cortège des travailleurs du bâtiment appelant à l'abrogation des mesures Stoléro, à l'unité des travailleurs Français et immigrés.

Faut-il en conclure, comme le fait Y. Chotard, vice-

président du CNPF, que les travailleurs sont raisonnables, qu'ils comprennent la nécessité de faire des sacrifices pour sauver l'économie (comprenez les profits) ? Certainement non !

Chaque jour qui amène son contingent de hausses, de licenciements, d'expulsions ; chaque jour qui amène son lot de mesures antipopulaires de la part du gouvernement, apporte aussi la révolte et la lutte chez les travailleurs. Pas un jour sans qu'ici ou là ne se déclenchent des grèves.

Le cortège combatif des égoutiers parisiens qui sont dans leur 6e semaine de grève était là pour le rappeler.

N'est-il pas significatif que, malgré leur demande, les égoutiers aient été relégués à la fin de la manifestation, tandis que les Séguéy et Maire paraissent en tête.

Ce que les travailleurs refusent de plus en plus et qui est confirmé par l'échec dans les entreprises de l'opération du 1er décembre, ce sont les journées d'actions qui ne mènent à rien, qui laissent intact le plan Barre.

Ce que les travailleurs refusent de plus en plus, c'est que leur combativité soit dévoyée pour être utilisée comme tremplin par les politiciens de gauche dans leur rivalité pour le pouvoir.

Cette journée du 1er décembre, loin de constituer une preuve de la résignation des travailleurs, comme voudraient le faire croire les patrons, constitue bel et bien un désaveu pour la ligne des dirigeants révisionnistes et réformistes des syndicats.

Soyons sûrs que l'appel lancé par le PCMLF, ce premier décembre, dans un numéro spécial de l'Humanité nouvelle, sera de plus en plus repris par les travailleurs :

(Suite page 8)

Emouvante levée du corps d'Abdelhaoui

C'est mercredi, à 8 h 30, qu'a eu lieu la levée du corps de cet ouvrier algérien tué par un policier dans la gare Saint-Charles de Marseille et dont le seul crime était de s'appeler Abdelhaoui. Si l'horaire n'a pas permis une présence massive à l'Institut médico-légal du Pharo, on notait néanmoins la présence du représentant du CFI (Comité Français-immigrés), du PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France), du correspondant de l'Humanité rouge, de la CFDT, du Travailleur tunisien, de l'Amicale des Algériens et du Consul d'Algérie à Marseille.

Couvert d'un drapeau algérien et d'une gerbe du PCMLF, le cercueil fut transféré à l'aéroport. C'est sous le soleil de Margina-

ne qu'eut lieu une brève cérémonie avant que le corps criblé de balles d'Abdelhaoui ne regagne sa terre natale.

Les 2 000 personnes qui ont manifesté samedi, tous les travailleurs et les antiracistes sauront exiger l'inculpation du flic assassin et arrêter le bras des criminels. Ils ne devront pas compter sur les partis de «gauche» de la région. Le journal de Gaston Defferre a fait le silence total sur cette affaire, préférant parler de l'inauguration du métro tandis que «La Marseillaise» (PCF) en parlait... dans la rubrique des faits divers. PC et PS étaient d'ailleurs absents et à la manifestation de samedi et à la levée du corps mercredi.

Coresspondant HR

PORTRAIT D'ABDELHAOUI PORTE EN TETE DE LA MANIFESTATION DE SAMEDI PAR UN TRAVAILLEUR FRANÇAIS ET UN TRAVAILLEUR IMMIGRE





Lors de la manifestation contre l'apartheid La municipalité de Lorient dénoncée

Samedi dernier, à Lorient, a été organisée une manifestation contre la collaboration de la France avec les racistes sud-africains (voir HR No 771) car à Lorient on construit deux «aviso» (petits bateaux) pour l'Afrique du Sud. Comme nous l'avons vu, la municipalité PS n'avait que très timidement pris position sur ces questions, cela n'est pas pour nous étonner car elle a toujours appliqué les directives de la droite.

C'est pour cela sans doute qu'elle a dans un premier temps refusé la salle qui avait été demandée, prétextant que ce n'était pas une manifestation syndicale. Malgré cela, la journée s'est bien déroulée : il y a eu un meeting avec une intervention du Crisla*, dénonçant le régime de l'apartheid et le soutien que la France lui apporte. Ensuite, est intervenu un représentant de la SACTU (Congrès des syndicats sud-africains) il a également répondu aux questions de l'assistance. Puis la manifestation est partie de la maison des syndicats vers le centre-ville en scandant les mots d'ordre :

— pas d'avisos pour l'Afrique du Sud.
— pas de bombes, pas de centrales pour l'Afrique du Sud.

— Vorster raciste, Giscard complice !

— A bas l'apartheid !
La manifestation est arrivée sur une place très fréquentée de Lorient et a blo-

qué la circulation, pendant la lecture d'un extrait du discours de Mandela (adressé au peuple français).

Là, il y a eu une confusion, le cortège devait se dissoluer, mais beaucoup de manifestants voulaient poursuivre jusqu'à la mairie, ce qui fut fait. Il y avait du beau monde en réunion cet après-midi-là. Allait-on passer sans les voir, sans les dénoncer ? A nouveau, heurts entre les manifestants et les principaux organisateurs. Deux lignes apparaissent :

— dénoncer fermement les complices du racisme.

— arrêter là, car tout de même c'est la gauche. Alors partons ! Finalement, c'est sous une violente pression que l'on a pénétré dans la mairie aux cris de : Sud-africains, hors de Lorient !

Les élus n'étaient pas à l'aise, ils entendaient dire : A bas les complices du racisme sud-africain ! Et c'était trop vrai pour faire comme si de rien n'était. Quand un travailleur immigré a pris la parole, pour dénoncer le fait que les Sud-africains ont droit à 50 % de réduction sur les autobus, un militant du PSU, agressif, ne l'a pas laissé achever. Sans doute, ne fallait-il pas dénoncer tous les complices de Vorster !

La journée du 26 à Lorient a donc été un succès politique.

Poursuivons la lutte contre les complices du racisme et du fascisme !

Correspondant HR
*CRISLA : organisation contre l'apartheid.

• Lyon

La librairie «La force du livre» communique...

Cette année la librairie a mis au point un système de «bons d'achat». Ainsi il sera possible d'offrir à ses amis, parents, connaissances, un bon d'un montant que l'on aura choisi, et que ces personnes pourront venir dépenser à la librairie.

Nous encourageons tous les amis de la librairie à utiliser ce système, qui sera à la fois un moyen de la faire connaître et de la soutenir, ainsi qu'une façon de faire des cadeaux qui servent.

(Bien sûr, si vous trouvez quelque chose de mieux, n'hésitez pas !)

BON D'ACHAT de

à la librairie **LA FORCE DU LIVRE**
33 Rue Rmè Lyraud
69 001 LYON

NOUVEAU DU MARCHÉ DE L'EST
DE LA 1954

• Saint - Domingue La dictature légalise le parti «communiste» dominicain (1)

C'est avec démagogie et avec le but de faire croire à l'opinion publique nationale et internationale que sa dictature répressive est en train de se libéraliser, que le gouvernement de Balaguer, a légalisé le Parti «communiste» dominicain (P«C»D) tandis qu'il conserve des lois anticommunistes de 1970 et 1971 et maintient dans l'illégalité des groupes qui appliquent et défendent véritablement les idées et les pratiques révolutionnaires.

Le Parti «communiste» dominicain est un groupuscule tout petit qui n'a jamais pénétré au sein des masses à cause de ses positions erronées et de sa pratique bourgeoise. Face au rejet populaire et dévoilant son véritable visage, il s'est allié ouvertement au gouvernement et depuis 1972, il est devenu l'un des plus grands défenseurs des lois démagogiques et anti-insurrectionnelles promues par le gouvernement pour arrêter la juste lutte du mouvement ouvrier et paysan.

Face à l'usure du modèle réformiste et pris de panique à l'idée que la grave crise politique ne se change en un important courant menaçant de renverser le gouvernement, le P«C»D a été l'un des premiers à applaudir l'impérialisme et l'oligarchie dominicaine pour tenter d'endiguer le véritable essor populaire, il fut l'un des premiers à s'acheminer vers la loi électorale.

C'est pour cette raison que, depuis plus d'un an, le P«C»D a dit catégoriquement qu'il participerait à la prochaine farce électorale de 1978, pour laquelle il demande sa légalisation. Ceci est tout à fait à l'opposé de ce que proposent les secteurs progressistes et révolutionnaires, à savoir, se préparer pour tirer le plus grand profit de cette situation afin de lutter pour les libertés, de répandre les idées et les points de vues démocratiques et patriotiques, d'élever le sentiment de lutte du peuple et de bien se préparer pour tirer le plus grand avantage de la conjoncture politique qui se dessine au profit de la révolution. Toutefois, ces secteurs considèrent que les grandes difficultés que connaît le peuple n'auront pas de solution à l'intérieur des structures présentes, alors que le P«C»D, lui, fait miroiter aux masses qu'une telle chose est possible par le moyen des élections et à



Manifestation d'étudiants contre le dictateur Balaguer. Pendant ce temps, les révisionnistes s'allient au gouvernement.

l'intérieur du régime actuel.

C'est pour cela qu'il travaille activement afin de «changer les choses pour l'égalité» ? C'est à cause de cette attitude corrompue et réactionnaire qu'à l'initiative du président Balaguer lui-même, un projet de loi a été envoyé au congrès pour que soit légalisé le P«C»D, désigné comme «un groupe d'intellectuels qui ont renoncé à la violence pour le

changement des structures économiques, politiques et sociales à St-Domingue, qui s'attachent à la Constitution et aux lois, d'autant plus que leur pratique a démontré qu'ils sont fidèles à ces normes morales et aux bonnes mœurs.

Ce projet n'inclut par les groupes radicalisés qui préconisent la violence pour libérer le pays de la dictature.

• Espagne

Un projet de loi a été déposé aux Cortes (parlement) espagnol.

Ce projet prévoit la délimitation d'une zone économique de deux cents

milles le long des «côtes atlantiques, péninsulaires et insulaires». Cette zone sera réservée aux seuls pêcheurs espagnols, sauf accords particuliers avec les pays étrangers.

• Proche-Orient

La conférence du Caire sur le Moyen Orient, convoquée par le président Sadate n'aura pas lieu comme prévu.

Sur demande américaine, elle a été reportée au 13 décembre prochain pour tenter d'en élargir l'audience, seuls les USA et Israël ayant jusqu'ici répondu favorablement à l'initiative égyptienne.

Le «sommet» de Tripoli, convoqué par la Lybie ne rassemble pas non plus l'ensemble des pays arabes.

La Jordanie, le Koweït, l'Arabie Saoudite et l'ensemble des états du golfe persique ont refusé d'y participer si tous les pays arabes n'y étaient pas présents.

D'autres, comme la Syrie et l'Algérie ont accepté de s'y rendre sans prendre d'engagements sur les résultats éventuels de cette rencontre.

Un peu partout dans le monde arabe, des voix s'élèvent pour mettre en garde contre le déchirement voulu par les superpuissances et l'État sioniste. Un journal jordanien a résumé cette position en affirmant :

«La solidarité des parties directement concernées par le «conflit du Proche Orient est l'unique moyen d'arriver à la victoire» pendant qu'un autre soulignait que «c'est un devoir national de mettre fin à la division.»

Pour correspondre avec le journal
Téléphonez au 202-18-29

**COMMANDEZ NOTRE
CALENDRIER 1978**

Réalisé par nos propres moyens, ce calendrier permettra de contribuer à la campagne de souscription lancée par notre journal. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal. Prix 10 F.



La bataille politique de 1978

Député au parlement bourgeois

2 CONCEPTIONS

Les députés bourgeois veulent faire croire qu'ils sont au Parlement pour représenter réellement les intérêts de la masse des électeurs et leur point de vue. En ce qui concerne les députés de la majorité, ils ne peuvent, certes, prétendre faire illusion aux yeux des travailleurs. Par contre, les députés de gauche déploient de grands talents d'illusionnistes pour faire mine de défendre les intérêts des travailleurs. C'est donc d'eux que nous parlerons surtout ici. Un bon moyen pour les confondre : il ne faut pas les juger sur leurs paroles mais sur l'en-

semble de la politique de leurs partis. Voyons quelques exemples :

« Les sidérurgistes lorrains luttent contre le plan de licenciement prévu par le gouvernement. Que font les partis de gauche ? Au lieu d'encourager l'occupation des usines sur place, seule riposte efficace, ils appellent les sidérurgistes à venir manifester à Paris. Les appellent-ils à faire une démonstration de force et d'unité ? Non, à venir soutenir les députés qui sont en train de soumettre un projet de loi sur les nationalisations au Parlement.

A Dubigeon, les partis de

gauche conduisent la lutte à l'échec par leurs manœuvres de sabotage et de division. Par contre, leurs députés, comme les élus locaux, se mettent en avant et parleront de l'avenir de la Navale à l'assemblée.

Les députés de gauche défendent en fait les intérêts de leurs partis, des partis bourgeois qui se servent des luttes des travailleurs comme d'une masse de manœuvre pour s'efforcer de prendre le pouvoir. Voilà pourquoi on les voit si souvent, ceints de leur écharpe tricolore dans les manifestations, pourquoi ils sont si prodigues en diverses délé-

gations et en visites dans les usines.

Cela leur permet ensuite de se mettre en avant comme les champions de la lutte des travailleurs au Parlement, d'opposer le Programme commun au plan Barre, de faire miroiter aux yeux des travailleurs la possibilité de changer de régime pacifiquement par la conquête du Parlement et du gouvernement bourgeois.

Ces pratiques n'ont rien à voir avec celles de députés communistes à l'époque où le PCF était réellement un parti révolutionnaire du prolétariat.

Loin de se servir du mouvement de masse pour soutenir une partie du parlement bourgeois, ils se servaient au contraire du Parlement comme d'une tribune au service du mouvement de masse. Sans laisser aucune illusion sur le rôle du parlement bourgeois, ils utilisaient leur action parlementaire comme point d'appui secondaire à l'action révolutionnaire des masses, à la lutte des masses auxquelles ils participaient les premiers.

C'est Julien Lahaut* qui, au terme d'un discours antinazi percutant, déchire en pleine Assemblée nationale un drapeau nazi arraché

à l'ambassade allemande au cours d'une manifestation. C'est un député communiste qui parvient, après l'interdiction de son parti, en 1939, à pénétrer au Parlement pour y dénoncer la politique de la bourgeoisie avant d'être arrêté par la police en pleine assemblée (l'immunité parlementaire avait été levée). Et plus tard, c'est André Marty qui, dans les années 1950, sera à la tête de la lutte des locataires contre les saisies et pour l'occupation des logements vides.

Bien sûr, aujourd'hui encore, il n'est pas question pour nous de penser être élus au Parlement. Les candidats que nous présentons auront pour tâche essentielle de développer la ligne des communistes marxistes-léninistes de France et d'appeler le plus grand nombre d'électeurs possibles à refuser leur voix à la gauche comme à la droite. Mais nous le disons clairement : si un jour nous siégeons au Parlement, ce sera en s'inspirant des mêmes principes communistes pour s'en servir comme d'une tribune contre l'électorisme et pour la révolution prolétarienne, comme d'un appui, certes secondaire, à l'action révolutionnaire des masses. (* Dirigeant du Parti communiste de Belgique.

POUR POUVOIR VOTER EN MARS 78 PENSEZ A VOUS INSCRIRE

En mars 1978, les marxistes-léninistes présenteront des candidats dans certaines circonscriptions, dans d'autres, ils soutiendront des candidats décidés à s'opposer au 2e tour aux bourgeois de droite comme de gauche, partout ils participeront activement à la bataille politique que constituent ces élections.

Pour pouvoir voter, il est nécessaire d'être inscrit sur les listes électorales. La date limite de la révision annuelle de ces listes est fixée au 31 décembre. Donc :

- si vous ne vous êtes jamais fait inscrire sur les listes électorales,

- si vous devez avoir 18 ans avant le 1er mars 1978

- si vous avez changé de domicile depuis votre inscription sur les listes électorales, vous devez vous inscrire avant le 31 décembre 1977 à la mairie de votre domicile (service des élections). Pour se faire inscrire, il faut être muni :

- d'une pièce d'identité
- d'une attestation de domicile (quittance de loyer, de gaz, d'électricité, etc.).

Vous pouvez effectuer cette démarche aux heures normales d'ouverture des bureaux des services municipaux. Pour faciliter les choses, certaines mairies ouvrent des bureaux annexes, d'autres ouvrent le samedi matin pendant le mois de décembre. Renseignez-vous et n'attendez pas le dernier moment.



Une pratique courante des élus du PCF. Absents au moment de l'action (ici au Marais contre les expulsions) ils s'infiltrèrent dans la manifestation. Ils se faufilèrent dans les premiers rangs et prennent une attitude photogénique. Ils parleront ensuite aux électeurs « preuves » à l'appui de leur soutien aux luttes.

CONSTITUTION DE 1958

Les pouvoirs exorbitants de l'article 16

En cas de crise politique et institutionnelle grave — comme celle que pourrait ouvrir l'arrivée d'une majorité parlementaire opposée à la politique de la fraction de la grande bourgeoisie actuellement au pouvoir — la Constitution de 1958 a prévu une « solution » : l'Article 16. Il prévoit que « dans des circonstances exceptionnelles » le président de la République cumule tous les pouvoirs habituellement répartis entre le gouvernement, les assemblées et la totalité des pouvoirs publics.

Deux conditions doivent être remplies pour cela. La première est fort vague : « Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou

l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés de manière grave et immédiate ». Il suffit donc d'une simple menace, sans aucun commencement d'exécution.

La seconde est un peu plus restrictive : elle implique que les circonstances évoquées ci-dessus aboutissent au fait que « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu ». Quelques « consultations » préalables de pure forme sont prévues : auprès du premier ministre, des présidents des assemblées et du Conseil constitutionnel.

Après quoi, le président de la République « dans la mesure exigée par les circonstances » se voit investi des pleins pouvoirs. Il

peut intervenir dans tous les domaines, requérir la force armée, suspendre toutes les libertés démocratiques. Seule une modification de la Constitution lui est interdite mais elle est rendue superflue par l'énormité des pouvoirs que lui confère l'Article 16.

Une petite restriction : en cas de mise en application de l'Article 16 « le Parlement se réunit de plein droit », et ne peut être dissous pendant cette période. Mais ses faibles pouvoirs ne peuvent représenter un obstacle réel.

Ce recours n'est pas une fiction. L'Article 16 a déjà été appliqué dans notre pays à la suite du putsch d'Alger du 21 avril 1961. De Gaulle l'a maintenu bien au-delà de l'écrasement du putsch, jusqu'au 30 septem-

bre de la même année, en lui donnant une extension encore plus grande que celle prévue par la Constitution.

Le Programme commun se prononce pour l'abrogation de l'Article 16 tout en proclamant sa fidélité de principe au cadre général de la Constitution réactionnaire de 1958. Mais ils se gardent bien de dire que la suppression de l'Article 16, rouage essentiel de la Constitution de 58, conduit celle-ci à la paralysie et donc ils ne précisent pas leur véritable projet constitutionnel. Il y a fort à parier que, eux au pouvoir, ils s'empresseraient de maintenir l'Article 16 ou de lui en substituer un autre qui lui ressemblerait comme un frère.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

PARIS

2e - 3e arrt.

PRESENTATION DU QUARTIER

Les 2e et 3e arrondissements comprennent notamment : les Halles, Beaubourg, Archives, Carreau du Temple...

Historiquement, c'était un des premiers quartiers ouvriers de Paris, avec de nombreux artisans et de petits ateliers. Sa population a des traditions anciennes de lutte révolutionnaire (tant en 1789 que pendant les Journées de 1830, 1848 et lors de la Commune de Paris).

L'offensive de la bourgeoisie sur le quartier ne

date pas non plus d'hier. Les grands travaux d'Haussmann, l'installation des Halles, puis des grands magasins, aujourd'hui la rénovation bourgeoise à grande échelle, les constructions de prestige (Beaubourg), tout cela se fait en opposition avec les intérêts de la population du quartier qui lutte avec acharnement.

Sur ce quartier, au centre de Paris, se sont également installés quelques grands centres administratifs tels que «la Recette principale de Paris» (centre

de tri postal), Inter-Archives (central téléphonique) la Caisse d'épargne de Paris. La base du quartier reste encore populaire, avec des conditions de vie très dures (il y a ce que la bourgeoisie appelle des taudis, qui abritent les plus exploités comme les travailleurs immigrés).

La contradiction principale dans le quartier est entre sa base populaire et l'offensive permanente de la bourgeoisie pour en faire un parfait centre du Paris des affaires et du tourisme.



Les habitants du Marais en lutte contre les expulsions.

Les axes d'intervention

Pour le secteur, les axes d'intervention sont : d'une part, la question du logement (qui est particulièrement brûlante dans le Marais) et des problèmes qui s'y rattachent plus ou moins directement tels que la situation de nos frères immigrés (dans le quartier des Halles par exemple) et les

problèmes des jeunes. D'autre part, les entreprises, avec entre autres la «Recette principale» (PTT) et la Caisse d'Épargne, où dans chacune d'entre elles, il y a une cellule du PCMLF. Le camarade Raymond Bigger, qui est candidat suppléant, travaille à la Recette principale (à côté du

Louvre). C'est un centre de tri postal qui est riche en tradition de lutte. Avec les centres du Landy (dans le 18e) et celui de Brune (dans le 14e), c'est toujours un centre de tri qui joue un rôle de dynamique, de detonateur dans les grandes luttes des postiers (ce fut le cas lors de la grève de 1974).

Roland Mérieux

Il sera candidat dans la 2e circonscription de Paris (2e et 3e arrondissement). Il est âgé de 25 ans. Il travaille comme ouvrier canalisation à gaz à EGF. Il est militant syndical CFDT. En février 1976, il a pris part à l'élaboration de la brochure intitulée : «CCAS* le PCF à l'œuvre», faite par une dizaine de travailleurs et des communistes marxistes-léninistes d'EDF GDF. Cette brochure décrivait comment les dirigeants PCF-CGT gèrent cet organisme ; ainsi que le monopole de l'embauche (obligation d'avoir la carte CGT) ; la répression contre les libertés syndicales ; la surexploitation du personnel des canti-



Roland Mérieux, au meeting du 19 mars 1977 pendant l'Internationale.

*CCAS : Caisse centrale d'activité sociale.

Dans le cadre de la bataille politique de 1978, les marxistes-léninistes dans un certain nombre de villes et de régions participeront aux législatives en présentant des candidats. C'est le cas pour plusieurs circonscriptions de la ville de Paris. En aucun cas, il ne s'agira de course aux suffrages, comme le font les partis bourgeois de droite comme de «gauche», y compris les sectes trotskistes.

LES FORCES POLITIQUES EN PRESENCE

Lors des dernières élections municipales, les rivalités sur Paris entre le clan Chirac (RPR) et le clan d'Ornano (Giscard-Barre) ont tourné au désavantage de ce dernier. Dans la deuxième circonscription, Dominati n'avait pas été élu, c'est le PS qui avait bénéficié de l'affaire : c'est Dayan faisant équipe avec J. Attali (l'économiste en chef au

PS), qui est passé. Cette fois, Dominati (qui est le député sortant giscardien) est le candidat unique de la majorité aux législatives. Il

est actuellement secrétaire d'Etat chargé des rapatriés. Le PS et le radical de gauche présentent un candidat unique, F. Luchaire (les radicaux ont proposé Mendès France qui aurait refusé).

Le PCF, quant à lui, présente le dénommé Claude Quin, rédacteur en chef de la revue «Economie et politique», un spécialiste révisionniste qui défend leur nouvelle organisation de l'exploitation capitaliste. La cellule Maurice Audin du PCMLF est d'ailleurs intervenue au meeting où ce

Nous refusons et combattons cet électoralisme. Il s'agit pour nous, en présentant des candidats, de faire entendre des voix qui sont censurées par les mass-media, c'est à dire celles des porte-paroles des luttes classe contre classe dans les usines, les entreprises, les quartiers ou les campagnes ; les voix qui s'opposent tant au pouvoir actuel qu'au projet de la fausse gauche. Faire entendre les revendications des mas-

«grand spécialiste» aurait dû faire des prouesses ! Le résultat, les chefs révisionnistes ne pouvaient plus parer les coups, leurs arguments tombant à plat. Quant à la lutte du Marais, Quin débarque, il n'a pas d'implantation, il est là pour la parade, pour prendre le micro dans les manifestations...

Ces mouvements des forces politiques de la bourgeoisie sont liés à la restructuration du quartier (installation d'un quartier d'affaire aux Halles, problèmes économiques de la rénovation, bourgeoisie in-

tellectuelle de «gauche» s'installant dans les appartements rénovés, etc.) Le quartier devient la tribune des affrontements entre spécialistes bourgeois.

Tout cela est étranger aux besoins de la population et des travailleurs du quartier. C'est même une tentative d'écraser les luttes. Les travailleurs en sont de plus en plus conscients. Par exemple, l'Intercomité du Marais a toujours dénoncé les manipulations du PCF, tout comme la politique du pouvoir en place.

INTERVIEW D'UNE HABITANTE DU QUARTIER DU MARAIS

Nous avons interviewé une habitante du Marais, active dans la lutte. De nombreuses questions ont été abordées, nous ne retiendrons ici que quelques points concernant la politique du pouvoir capitaliste.

La politique suivie par le pouvoir capitaliste consiste à vider les travailleurs hors de Paris. Politique qui s'est particulièrement accentuée depuis une bonne quinzaine d'années. La bourgeoisie a mis sur pied un cadre institutionnel pour arriver à ses fins politiques.

Ce qui fait que les luttes sur le logement sont tout de suite politiques : combattre la logique du vidage programmé par les capitalistes, qui considèrent le peuple comme du bétail.

Les premiers tracts que l'on a fait étaient là-dessus (sur la «rénovation»). Immédiatement, pour les gens c'était prendre conscience que, non seulement on leur disait : «mais vous payez des loyers qui ne sont pas assez chers, vous devriez avoir honte», c'est à dire «il faut vous normaliser par rapport au coût de la vie capitaliste, il faut accepter d'être exploités», mais en même temps, «vous êtes de trop ici, dégagez !».

On nous a dit : «Vous habitez des taudis, vous vivez dans l'insalubrité», et «si on vient rénover c'est pour votre bien. Il faut installer le confort, l'hygiène. C'est plus possible qu'au 20e siècle, il existe encore des baraques foutues comme ça !».

Le PCF était d'accord avec ça et nous disait : «Vous faites du misérabilisme. Pourquoi le prolétaire n'aurait-il pas le droit au confort ?»

Nous, on a dit : d'abord c'est pas un WC dans chaque maison, ou la moquette sur chaque m² qui apporte le bonheur. D'accord, pour le confort, mais s'il faut le

payer, au prix de toute sa vie, alors NON ! Qui va décider à notre place si on a besoin d'un WC ou d'une baignoire ? Pourquoi on déciderait que c'est ça notre bonheur ?

On a fait une enquête sur nos propres conditions de vie. On a découvert qu'on était tous des anciens locataires. Les gens vivent depuis très longtemps dans leur logement, au fil des années ils l'ont aménagé, avec même l'installation de la salle de bain quand c'était possible ou des WC. On a dit : mais alors, on ne vit pas dans des taudis !

En fait, les propriétaires (en l'occurrence, la ville de Paris !) ont pris prétexte du blocage des loyers. Leurs arguments, c'étaient

de dire : on a pas de sous ! En plus, et ça on l'a découvert en lisant les bulletins municipaux officiels (BMO), c'est que pendant 20 à 30 ans, ces immeubles ont été laissés à l'abandon. En fait, ça les chatouillait depuis longtemps de vendre ces logements. Ils ne pouvaient pas le faire parce que c'étaient des propriétés du Domaine.

On a été obligé de faire la part des choses : qu'est-ce qui est du domaine des locataires et qu'est-ce qui est du domaine des propriétaires ? On a découvert qu'effectivement, ce qui devait être refait c'était simplement le travail normal d'un propriétaire. C'est comme ça qu'est née la revendication de «réfection légère» ; en disant : c'est vrai, il faut que ces immeubles soient retapés (à l'extérieur), mais ça ne doit pas aboutir à chasser les habitants et même à les faire sortir de chez

eux pendant les travaux.

C'est pas nous qui avons démarré sur le problème du logement, ça fait plus de 15 ans que Paris est assiégé par la rénovation immobilière ; et que ça été des luttes ou individuelles, ou pas de lutte du tout. C'est à dire que c'était un immeuble par-ci, un locataire par-là, une petite vieille à qui ils foutaient la trouille (avec des lettres d'huissier). C'est pourquoi, aussi, on a commencé le boulot là-dessus : «n'ayez pas peur !» Dans toute la réglementation juridique, «servez-vous de tout ce qui vous appartient».

Le cadeau que la bourgeoisie a été obligée de concéder en 1948, d'une part, elle l'a grignoté, d'autre part, elle a tout organisé pour que les gens ne connaissent même pas leurs droits. Tout l'axe de la lutte sur le logement, ça a été d'apprendre à connaître ses droits et à apprendre à se bagarrer.

Le premier mot d'ordre c'était : «Non aux expulsions». Quelle est la cause des expulsions ? La rénovation. Donc : «Non à la rénovation lourde** qui nous chasse de chez nous ; oui à une rénovation qui nous laisse chez nous» (c'est à dire la réfection légère).

Vu que notre propriétaire, c'est la Ville de Paris, donc le gouvernement, l'administration centrale de Paris, c'est un aspect objectif qui a fait que la lutte a pris tout de suite la forme que ça a eu.

On est sous le pouvoir du préfet, qui est à la fois juge et partie !

* La loi de 1948 impose le blocage des loyers dans les logements construits avant 1948. **Avec la «rénovation lourde» ce serait tout l'immeuble qui serait détruit.

ses, parler de ce qui est camouflé par la presse, expliquer qu'il n'y a pas d'autre solution que la destruction violente par les masses du système capitaliste, que l'impérialisme c'est la guerre... c'est cela le sens de nos candidatures.

C'est aussi dans ces luttes, en affrontant les difficultés que s'édifie l'avant-garde révolutionnaire : le Parti communiste marxiste-léniniste.

C'est en plein cœur d'un quartier populaire de Paris que les communistes marxistes-léninistes présentent le camarade Claude Lebrun aux élections législatives. Ce sera pour eux le moyen de continuer sur un autre terrain, celui des élections, l'activité politique révolutionnaire qu'ils développent quotidiennement.

Quartier populaire, ce n'est pas un vain mot. Cette circonscription c'est tout d'abord le quartier de la Goutte d'Or où habitent de très nombreux travailleurs immigrés et où patrouillent jour et nuit la police. La grande manifestation anti-raciste, qui a uni 6 000 travailleurs français et immigrés contre les mesures anti-immigrés du ministre Stoléro, le 19 novembre dernier, est partie du métro Barbès, au coin du quartier de la Goutte d'Or, et ce n'est pas un hasard.

Cette circonscription, c'est aussi un secteur proche des grandes gares du Nord et de l'Est, un secteur où il y a plusieurs centres de tri PTT, des entreprises industrielles de transport, comme la RATP, la SNCF, la Serenam, les NMV... Nos lecteurs se souviennent sans doute de la grande grève des PTT en 1974 et de la grève des travailleurs de la BNP, au métro Barbès, en plein cœur de ce quartier, face à l'intervention des gardes-mobiles.

Le quartier est aussi un enjeu dans la rivalité entre les politiciens.

Sollicitant à nouveau vos suffrages, le député Baillot présente son bilan de législature

NOUS PRESENTONS NOTRE BILAN DE LUTTE DE CLASSE

Qui est Claude Lebrun ?

Agé de 32 ans, d'origine ouvrière, il a commencé son apprentissage (de chaudronnier en CET ayant à peine 14 ans, pendant trois ans. Il a ensuite travaillé en usine comme OS 2, puis comme P 1.

A la fin de 1967, il a sympathisé avec les idées marxistes-léninistes et participe à des activités anti-impérialistes sur le Vietnam et la Palestine. Puis il commence à lire l'Humanité nouvelle au lendemain du 1er congrès du PCMLF.

Il a participé au mouvement révolutionnaire de mai-juin 1968, militant notamment dans un comité d'action.

Entré en mars 1971, à l'usine Alsthom-Savoisienne (à St-Ouen), syndiqué à la CGT (qui était hégémonique dans l'usine et plus particulièrement dans l'atelier de chaudronnerie où il travaillait), il participe très activement aux mouvements de grève et se heurte tout de suite aux responsables révisionnistes de la CGT qui veulent empêcher l'extension de la grève et s'opposent à l'occupation de l'usine.

En 1972, alors que l'usine Delle-Alsthom (du même trust, située dans la même enceinte) va licencier tous les ouvriers (plus de 500), les responsables CGT de l'Alsthom Savoisienne refusent d'engager la lutte commune. Quelques débrayages ont lieu, des révision-

nistes s'opposent à l'occupation. Mais notre camarade et d'autres ouvriers ont appelé à la solidarité et à la lutte. Tout en participant à toutes les actions de grève contre l'exploitation, la répression, les licenciements il a combattu, avec le soutien de la cellule du PCMLF, la ligne bourgeoise du Programme commun.

Les marxistes léninistes ont gagné le soutien ou la sympathie d'un nombre important de travailleurs pendant près de trois ans, les responsables CGT ont manœuvré pour empêcher que Claude Lebrun se présente aux élections de délégué du personnel, tout en cherchant à l'exclure du syndicat.

En janvier 1974, prenant prétexte que des tracts du PCMLF, si de l'Humanité Rouge dénoncent le Programme commun et les dirigeants révisionnistes de la CGT, la commission exécutive du syndicat décide, sans aucune consultation des syndiqués, de l'exclure.

Le même jour, il était licencié par le patron sous le prétexte d'absence à son poste de travail. Bien entendu, les révisionnistes ont refusé d'appeler à l'action, seule la section CFDT l'a fait.

Puis il devient membre du comité de rédaction de l'Humanité rouge et depuis quelque temps rédacteur en chef de notre quotidien.

PARIS 18 E

La Chapelle - Goutte d'or

Le député maire sortant c'est Baillot. Une des personnalités du PCF, responsable du Comité central aux questions militaires. Tout de suite après Baillot, sur la liste des conseillers municipaux, on trouve Henu, du PS, lui aussi notable dans son parti, lui aussi responsable aux questions militaires.

Lors des élections municipales, d'Ornano qui était alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, giscardien, a tenté de prendre la mairie à Baillot. Les giscardiens tenaient à ce fauteuil : Barre est venu en personne soutenir d'Ornano et son ami Chinaud (alors chef des giscardiens).

Cette fois-ci encore, pour les législatives, la lutte sera dure entre les vieux loups de droite et les vieux renards de gauche.

Mais ce n'est pas sur ce terrain des rivalités entre politiciens que se placeront les marxistes-léninistes. Leur but est tout autre. Nous menons la lutte, classe contre classe, chaque jour, élections ou pas, dans les usines et les centres de tri postaux, dans les syndicats et les quartiers, à la Goutte d'Or avec nos frères de classe, les travailleurs immigrés (ceux qui n'ont pas de bulletin de vote !).

C'est ce combat que nous continuerons à développer d'ici mars 1978. C'est sur cette base de lutte de classe à la base que nous dénonçons des politiciens, qu'ils soient de droite ou se disent de gauche.

Après les élections législatives de 1973, éclata la grande grève des postiers de 1974. Plusieurs mois de grève à laquelle les marxistes-léninistes ont participé activement. La grève ne fut pas un succès, à cause de la collaboration étroite entre les dirigeants de tous les syndicats et l'administration. Dans les centres PTT, nos camarades, après avoir tout fait pour la victoire de la grève, ont dénoncé cette trahison des responsables syndicaux. Et ils ont continué malgré tout le combat.

C'est sur ces bases de lutte classe contre classe contre le capitalisme que nous appelons les travailleurs à s'unir autour de la candi-

Français - Immigrés, unité !

A la Goutte d'Or, sur 31 750 habitants, 7 885 sont étrangers. C'est bien sûr un fort pourcentage. Notre politique et notre activité ce n'est pas de demander plus de flics pour «assurer le bon ordre et la sécurité», ce que demandent aussi bien la droite que le député Baillot.

C'est par la lutte aussi que fut obtenue une heure de cours de formation pour les femmes de ménage, pendant le temps de travail.

Et quand le centre de tri du Landy allait fermer, les travailleurs se sont mis en grève pour le maintien des effectifs. Les flics sont intervenus, les responsables CGT ont dénoncé la grève et condamné publiquement les «meneurs». Là encore, les marxistes - léninistes étaient présents aux côtés des grévistes, avec eux, ils ont riposté aux attaques des flics et des responsables CGT. La grève s'est terminée par une victoire : l'embauche de 18 travailleurs.

Voilà comment nous luttons contre la crise, le chômage et les licenciements. Dans ces luttes de masse, les travailleurs sont souvent appelés à s'opposer à des responsables syndicaux qui acceptent la ligne de collaboration de classe des directions confédérales. Dans le combat contre le capital il faut savoir riposter à cela aussi.



françaises. A la Goutte d'Or, nous combattons publiquement chaque appel raciste, chaque ratiocination, chaque intervention policière. Les travailleurs immigrés n'ont pas de bulletin de vote. Mais la n'est pas notre problème. Nous participons de la campagne des élections pour continuer avec eux et avec les travailleurs français le combat quotidien que nous menons chaque jour pour l'unité de la classe ouvrière.

La bataille politique de 1978

L'organisation trotskiste de Krivine

IL EST FACILE DE SE DIRE REVOLUTIONNAIRE

Une fois de plus, tout en qualifiant Marchais et Mitterrand de réformistes, la Ligue communiste révolutionnaire de Krivine appellera à voter pour le PCF et le PS au second tour : les «révolutionnaires» vous appellent à voter pour les réformistes ? Ou alors Krivine n'est pas révolutionnaire...

Dans la plate-forme que la Ligue communiste révolutionnaire de Krivine vient de publier, l'organisation trotskiste présente ainsi sa stratégie : «... la nécessité de se battre pour un gouvernement au service des travailleurs qui devra prendre les mesures indispensables pour marcher au socialisme».

Ce gouvernement, doit être selon Krivine, un gouvernement PCF-PS : «Face à la crise, ils (Marchais et Mitterrand) doivent for-

mer un gouvernement PC-PS dont nous exigeons la satisfaction de nos revendications».

Bien sûr, pour garder leur image dure, les trotskistes font quelques critiques aux deux partis PCF et PS et quelques propositions : détruire Giscard, retirer la constitution de la Ve République, épurer l'administration et démanteler la hiérarchie militaire.

Mais remplacer Giscard par Mitterrand (ou par Marchais) n'est en aucun cas la

question fondamentale qui se pose. Tous les travailleurs savent par expérience que ce n'est pas en changeant l'homme qui tient la présidence de la République que l'on change les choses.

Retirer la constitution de la Ve République ? Mais pour la remplacer par quoi ? Une autre constitution capitaliste, un peu amendée ? Une constitution, c'est la loi fondamentale de l'Etat. Elle exprime les rapports qui existent à la base, dans l'économie. En France capitaliste, toute constitution représenterait le capitalisme : les rapports entre exploités et exploités, elle assurerait la continuité du capitalisme.

Démanteler l'administration et la hiérarchie militaire ? Cela non plus ne change rien au fond : si l'on remplace un ministre par un autre, on peut aussi remplacer un haut fonctionnaire ou un général par un autre... Là encore, la nature de l'armée ne change pas pour au-

tant. Dans tout cela donc, pas question de révolution (le mot n'apparaît même pas dans toute la dernière page de la plate-forme sur les

«perspectives»), mais seulement d'un gouvernement de gauche (PCF, PS). Quant à la perspective d'aller au socialisme, elle se réduit à une suite de réformes pro-

posées à la gauche.

Si c'est cela être révolutionnaire, les plus grands révolutionnaires français ont pour nom Gaston Defferre et Guy Mollet...



BANDE DE REFORMISTES !
ON VOTE POUR VOUS,
VOUS POURRIEZ DIRE
MERCI !
(AU MOINS...)



Les trotskistes : de scissions en scissions

En 1938, Trotsky qui, tout au long de sa vie, a trahi la classe ouvrière en combattant sans cesse les théories de Lénine, constitua la 4e Internationale.

Tous les trotskistes français lui donneront leur adhésion mais, dès 1939, une première scission se fait jour ; elle donne naissance à «Lutte ouvrière». En 1945, les autres étaient regroupés au sein du «Parti communiste internationaliste» qui allait connaître d'importantes scissions en 1947.

Mais c'est en 1952 qu'a eu lieu la plus importante. La question essentielle est l'attitude à avoir par rapport au PCF. Faut-il pratiquer l'entrisme ou non ? (*)

Le Groupe Lambert refuse cette tactique. Les lambertistes sont organisés actuellement dans les groupes ultra-droitiers : Organisation communiste internationale (OCI) et Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS).

Le deuxième groupe resta partisan de l'entrisme. C'est ce qui explique que l'on trouve Krivine à un moment donné dans l'UEC (Union des étudiants communistes). Dès 1962, il y organise une fraction oppositionnelle dite de gauche. Il déclencha une scission à partir du refus de nombreux militants affiliés à l'UEC d'approuver le sou-

tien du PCF à la candidature de Mitterrand en 1965. Puis il crée, en 1967, la «Jeunesse communiste révolutionnaire» que l'on retrouve dans les facultés en 1968.

En 1969, est créée la Ligue communiste dont les premiers animateurs furent Pierre Frank, Krivine lui-même, Bensaïd et Weber.

En 1971, une première scission importante donnera le groupe «Révolution», qui se nomme aujourd'hui «Organisation communiste des travailleurs» (OCT).

En 1973, l'organisation de Krivine change de nom (à cause de la répression). Elle se nomme alors «Ligue communiste révolutionnaire». Elle a pour journal «Rouge».

Lors de leur deuxième congrès qui eut lieu en janvier 1977, la Ligue a fourni des chiffres reflétant sa base sociale. 42 % de leurs militants, selon leurs propres chiffres, sont étudiants ou enseignants. Ils déclarent que 13 % de leurs militants sont ouvriers, ce qui paraît exagéré quand on regarde d'un peu plus près.

(*) Tactique qui consiste à pénétrer dans d'autres organismes pour les prendre de l'intérieur.

KRIVINE SOUTIENT BREJNEV Et il condamne la Chine

De même que les trotskistes essaient de semer des illusions sur Marchais et le PCF, en demandant aux travailleurs de voter pour eux, de même ils sèment des illusions sur l'URSS.

L'URSS qui emprisonne ses opposants dans des camps de concentration est un pays devenu bourgeois. L'URSS qui envahit la Tchécoslovaquie est un pays devenu impérialiste. Nous ne pouvons plus considérer l'URSS comme un pays socialiste. Le socialisme, ce n'est pas cela.

Or pour la Ligue communiste révolutionnaire de Krivine,

l'URSS reste «un état ouvrier dégénéré» : dégénéré, mais quand même ouvrier.

Cela voudrait dire que l'invasion de la Tchécoslovaquie, les camps de concentration, les extraditions, la présence russe en Afrique, sont des faits à mettre au compte d'un état ouvrier ! C'est absurde et scandaleux !

Cela amène la Ligue à soutenir les interventions russes dans le monde : soutien au MPLA pro-soviétique, en Angola, contre les autres mouvements de libération ; soutien à l'intervention cubaine, elle aussi pro-soviétique, en Afrique ; soutien

aux gendarmes katangais lors de leur invasion du Zaïre, etc.

Par contre, la Ligue Communiste Révolutionnaire ne rate pas une occasion d'attaquer un pays socialiste comme la Chine, que les trotskistes mettent au même plan que l'URSS de Brejnev.

Ils condamnent la politique extérieure de la Chine,

notamment vis à vis des pays du tiers monde d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Toute la politique de soutien cohérent : soutien à la Chine aux peuples et pays du tiers-monde en lutte pour leur indépen-

dance nationale, les trotskistes la nient.

Ils ne se contentent pas de cela, ils reprennent aussi à leur compte tous les ragots, toutes les calomnies qui courent sur la politique intérieure chinoise : exécutions, révolutions de palais, etc. Quelle est la source de ces mensonges ? les services de renseignements de l'île de Formose, dont le régime est pour le moins policier et lié à la CIA.

Comme on le voit, la politique de la ligue communiste est un ensemble relatif.

Tout est cohérent : soutien à la Chine aux peuples et pays du tiers-monde et condamnation de la Chine socialiste.

LE PCF EN DIFFICULTE

• Théâtre de Valence (Drôme) Laurent mal à l'aise...

Le 27 novembre, Paul Laurent, membre du Bureau politique du PCF et candidat de ce parti dans une des deux circonscriptions du 19e arrondissement de Paris, s'est rendu à Valence dans le cadre de la «campagne d'information» décrétée par le parti révisionniste.

Au cours du débat, il eut à affronter les communistes marxistes-léninistes qui, entre autres choses, rappelaient les dires de Thorez sur les nationalisations. Cette intervention sema la trouble auprès de vieux militants. Laurent répondit évasivement, sauf pour affirmer avec force que le PCF avait bel et bien renié la dictature du prolétariat et Staline... qu'il fallait être tactique pour récupérer tout le monde (sic).

Au sujet des immigrés, un autre camarade dénonça

les projets de loi émis par les dirigeants du PCF, par la bouche de Jean Colpin ; il y fut très applaudi par l'ensemble de la salle.

Une camarade intervint sur les problèmes du nucléaire et de la sécurité en ce domaine. Là, Laurent patauga dans la choucroute et dit qu'une fois nationalisées, les centrales nucléaires ou usines de production de combustibles nucléaires comme la COMURHEX de Pierrelatte (dans la Drôme) il n'y aurait plus de problèmes... (ils sont forts !!).

Enfin, de fructueuses discussions eurent lieu à la sortie du meeting avec de vieux militants, anciens FTP pendant la résistance. Le tract reprenant l'appel qu'avait lancé le camarade Jacques Jurquet aux militants de base et sympathisants du PCF à Géménos, fut très bien accueilli et distribué massivement.

• Brest L'adjointe au maire rejetée par les travailleurs d'Ericsson

Une adjointe au maire de Brest, Mme Lagadec, responsable fédérale du PCF pour le Finistère, a été le candidat le plus rayé aux élections de délégués du personnel à l'usine Ericsson de Brest ! Elle a été 28 fois rayée par les travailleurs votant CGT !

La grande majorité des membres de la cellule du PCF qui se présentaient à ces élections professionnelles chez Ericsson ont également été rejetées par les travailleurs.

Moralité : 1) Les travailleurs en ont assez de ceux qui bafouent la démocratie.

2) Il est plus facile d'être adjointe au maire que déléguée du personnel.

3) L'Union locale CGT fera tout quand même pour maintenir Mme Lagadec déléguée syndicale CGT chez Ericsson !

60 millions avant fin décembre !

Pour que notre journal puisse tenir toute sa place dans les usines et les quartiers, pour qu'il puisse chaque jour servir le combat des révolutionnaires, écrivez à l'Humanité rouge, faites le connaître autour de vous ! Souscrivez !

DEMANDE DE CONTACT

Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom

Prénom

Adresse

Signature



Souscription

«Je comprend le besoin d'un tel journal»

Je vous commande trois calendriers 78 et ainsi je contribue à la campagne de souscription lancée par votre journal dont je suis lectrice depuis près de deux ans et dans lequel beaucoup de choses me sont révélées que je ne trouve pas dans d'autres journaux.

Je comprends ainsi l'intérêt, le besoin d'un tel journal pour que tous les révolutionnaires expriment leur mécontentement devant la bourgeoisie, la société capitaliste, la répression, l'injustice, le racisme, etc., devant la politique du gouvernement actuel ou plus tard celui de droite ou de gauche.

Vive la jeunesse communiste prolétarienne !
Vive l'union Français-immigrés !
Vive la lutte prolétarienne !

Une lectrice de Rennes

Des sections syndicales refusent la récupération et la démobilité

Un nombre croissant de sections syndicales expriment leur «ras-le-bol» devant les journées d'action-bidon décidées par les états-majors syndicaux au profit des intérêts électoraux des partis de la fausse gauche. Nous publions ci-dessous quelques extraits de prises de position de sections CFDT refusant de participer à l'opération du premier décembre.

Heurtey

Les 7 sections CFDT du groupe Heurtey n'appellent pas le personnel à faire grève, le 1er décembre, pour les raisons suivantes :
— il ne peut être question d'unité d'action au niveau national alors qu'au niveau même de l'entreprise, celle-ci n'existe pas ce que tout le monde peut constater ici, en particulier sur des revendications essentielles...

— cette journée du 1er décembre a un objectif politique précis aux yeux des dirigeants CGT-CFDT bien qu'ils s'en défendent : faire pression sur les partis de la gauche pour leur montrer l'exemple pour qu'ils se rabibochent. Comme nous l'avons dit dans un tract de la CFDT vis-à-vis des partis, nous ne pouvons donc nous associer à un tel objectif.

Malichaud-Orléans

Une large majorité de travailleurs considère que ces journées nationales d'action ne servent à rien, sauf lors de mouvement de protestation comme pour l'assassinat de Pierre Maitre. La journée du 1er décembre, plutôt que de prendre en compte les revendications essentielles des travailleurs, paraît être, plus que les autres, destinée à faire croire à l'opinion publique que les organisations syndicales pourront amener les partis signataires du Programme commun à s'entendre afin d'assurer la victoire de la gauche en mars 1978.

Loin de susciter l'enthousiasme, cet aspect de la journée divise les travailleurs.

Au vu de cette constatation, la section syndicale CFDT-Malichaud n'appellera pas à cette journée nationale d'action.

Caisse d'Épargne-Paris

Les grèves de 24 heures sans lendemain ne sont plus crédibles, quant

à leur efficacité. Il serait grand temps de songer à d'autres modes d'action...

Les grèves, reconductibles tous les 6 mois (7 octobre 1976, 24 mai 1977, 1er décembre 1977) ne sont qu'un exutoire à la combativité des travailleurs. Rien n'a été fait par les confédérations depuis un an (plan Barre) pour susciter une mobilisation massive et permanente des travailleurs qui, seule, aurait permis de contrer les méfaits du plan Barre...

Cette grève s'inscrit parfaitement dans la stratégie électoraliste d'attente des législatives de mars 1978. En fonction de cette consultation, la commission exécutive a décidé de ne pas lancer de mot d'ordre de grève pour le 1er décembre 1977.

SNECMA-Gennevilliers

Le but de cette grève n'est pas purement axé sur nos revendications : elle vise à recoller les morceaux de l'Union de la gauche.

Notre section syndicale pense que, aujourd'hui comme après les élections de mars 78, quels que soient les résultats de ces élections, il faudra continuer à lutter pour gagner nos revendications.

De plus, nous pensons que les travailleurs n'ont pas intérêt à faire grève pour raccorder des partis politiques qui manifestement, aujourd'hui, tirent chacun la couverture à soi.

Nos revendications s'obtiennent en frappant fort et sans attendre, à l'échelle des Snecma ou à l'échelle nationale. Nous sommes prêts à aller dans ce sens en y mettant le prix.

La grève du 1er décembre ne répond pas à ce désir. En conséquence, notre section syndicale CFDT (Snecma-Gennevilliers) ne s'associe pas à l'appel pour le 1er décembre.

Le virus a même gagné le PCF L'autogestion c'est la grande mode de cet hiver !

Les dirigeants du PCF sont aujourd'hui fanatiques de l'autogestion. C'est une nouvelle maladie qui vient de les frapper il y a un peu plus d'une semaine.

Il y avait déjà eu le discours de Marchais à la porte de Pantin, juste après la rupture de l'Union de la gauche, où il était dit que la société dont rêve le premier secrétaire du PCF pouvait être qualifiée d'autogestion si l'on préférait ce terme. Puis on n'entendit plus parler de la chose.

Il y a maintenant deux semaines, le PCF publiait une déclaration intitulée : «Pour une avancée décisive de la démocratie» et remise aux syndicats, tirée à 500 000 exemplaires. Commentant cette résolution sous forme d'interview de Juquin (un des notables du PCF), l'Humanité dimanche posait en première page la question : «Les communistes

sont-ils devenus autogestionnaires?»

La réponse de Juquin est la suivante : «Je laisse répondre la déclaration (celle dont nous parlons plus haut) Il s'agit d'avancer sur le chemin d'une gestion toujours plus large de la société toute entière par les travailleurs eux-mêmes, les citoyens, c'est à dire de l'autogestion»

Donc, les dirigeants du PCF sont bel et bien devenus autogestionnaires...

Juquin précise : «Cette voie est originale». Elle est aussi «originale» au Parti socialiste, à la CFDT, au PSU, à la Ligue trotskiste de Krivine, à certains écologistes... Une voie «originale» mais commune

à pas mal de monde.

Et c'est là le premier intérêt que voit le PCF à devenir autogestionnaire.

Cela lui permet de gagner (espère-t-il) des gens à lui en se recommandant d'un mot qui est à la mode aujourd'hui. C'est dans le cadre de sa campagne électorale déjà lancée et dans le cadre de sa rivalité avec le PS que le Comité central du PCF devient autogestionnaire.

Mais il y a plus. Ceux qui se recommandent sincèrement de l'autogestion, le font par souci de la démocratie. Ce qu'ils refusent c'est un pouvoir d'Etat qui soit le même que celui de la France capitaliste (ou de l'URSS révisionniste).

Or les dirigeants du PCF sont de ceux qui ont bien besoin de se donner une image démocratique. La gestion municipale qui est la leur, leur façon d'imposer la reprise du travail dans bien des grèves, la façon dont ils traitent leurs mili-

tants de base, la conception très particulière que leur allié Brejnev a de la «démocratie» sont autant de faits qui jettent le doute sur le respect que pourraient avoir les Marchais, Leroy, Laurent, Juquin et compagnie pour la démocratie.

Sans doute aussi un certain nombre de travailleurs, refusant ce manque de démocratie dont fait preuve le PCF, ont-ils tendance à se tourner vers le Parti de Mitterrand, qui donne l'apparence d'être plus démocratique. C'est aussi pour cela que l'on assiste à une surenchère sur ce thème. Les dirigeants du PCF se veulent plus autogestionnaires, plus démocratiques, que les autogestionnaires eux-mêmes...

C'est donc une stratégie de grande ampleur que viennent de lancer les dirigeants du PCF.

*Depuis, les textes sur ce thème pleuvent, aussi bien dans l'Humanité que dans France-nouvelle, l'hebdomadaire du PCF.



Le PCF votera pour le PSU

Suite au constat signé entre les directions du PCF et du PSU, dernièrement, le parti de Marchais vient de décider de ne pas présenter de candidats dans deux ou trois circonscriptions intéressantes, mais d'y soutenir des candidats que présenterait le PSU.

Autogestion contre dictature du prolétariat

Dans son interview à l'Humanité -dimanche, de la semaine dernière, Juquin précisait que l'autogestion que vient d'épouser le PCF correspond au rejet de la dictature du prolétariat par le 22e Congrès du PCF. Cette dictature du prolétariat, que Marx considère comme la ligne de démarcation permettant de reconnaître les marxistes et que Lénine qualifiait de 1 000 fois plus démocratique que toutes les démocraties bourgeoises.

Même quand ils veulent se montrer démocratiques...

Même quand les dirigeants du PCF veulent se montrer démocrates, ils se vendent. C'est ainsi que Juquin déclare (toujours dans la même interview) : «nous voulons que les citoyens exercent le pouvoir en ne laissant à l'Etat que les problèmes de dimension nationale».

Les travailleurs pourraient donc participer à la gestion démocratique (dit Juquin) sauf pour les questions du pouvoir d'Etat. Une démocratie pour le moins très limitée !

● Montpellier - La Paillade

La fête de «la Marseillaise»

Les affaires sont les affaires

Au mois de novembre a eu lieu la fête de la «Marseillaise» (journal régional du PCF) sur un terrain proche de la Paillade (grande cité populaire de Montpellier).

Depuis plusieurs jours, sur les murs de la ville, nous avons vu fleurir les grandes affiches du PCF : «Fabriquons français»... mais peu de place était laissée aux luttes de notre région.

En s'approchant de plus près une pancarte annonce la couleur : 15 F l'entrée. Un service d'ordre vous fait comprendre qu'il vaut mieux ne pas discuter sur le prix.

Quand on sait que la plupart des jeunes d'ici ne gagnent pas un sou ou un salaire de misère, comme apprenti, quand on sait le nombre de chômeurs dans le quartier et la région, il faut avoir un sérieux toupet pour demander 15 F par personne pour avoir le droit de rentrer. Les soi-disant «défenseurs de la classe ouvrière» font payer bien cher le droit de discuter avec eux.

Pas plutôt rentré, un «communiste nouvelle vague» vous brade la carte du parti comme un camelot : prenez la carte du PCF ! Et en chiffre géant s'inscrit le nombre des nouvelles recrues de la soirée.

Et oui, les choses ont bien changé ! avant un mé-

tallo, un mineur ou un paysan faisait leur preuve pour adhérer au parti, parfois, ça a été sous les balles des nazis que les communistes faisaient la preuve qu'ils étaient les meilleurs défenseurs du peuple.

Aujourd'hui, n'importe qui, même un patron en remplissant le formulaire, devient soi-disant communiste.

Le parti de Marchais, Leroy et compagnie est devenu un parti bourgeois comme les autres.

Nous avons vu des affiches contre le gaspillage... pour défendre l'économie nationale des patrons. Ou bien de grands placards publicitaires pour «SuperM» (la grande surface proche de la Paillade appartenant à une grande société nationale) qui toutes les semaines engloutit un énorme morceau des revenus des familles du quartier.

Ceux qui ont connu le Parti communiste français en 1936, en 1940 ont vu un Parti communiste à la tête des luttes, un parti qui existait pour instaurer le socialisme par la lutte de classe, pour abattre le pouvoir bourgeois de la société capitaliste et le remplacer par le pouvoir total du peuple de la société socialiste et en le préservant des attaques de la réaction par la dictature du prolétariat. Mais aujourd'hui, qu'en reste-t-il ?



• Marseille

Grève à la caisse primaire d'assurance maladie

(suite de la page une)
manque de personnel.

Le lendemain vendredi, la grève s'est généralisée. La situation à la Sécurité sociale est devenue désastreuse à la suite de la mise en place du système d'informatique OPTA 1. Selon la direction, ce système doit améliorer les « conditions de travail », « enrichir les tâches du personnel ». En vérité, il aboutit à faire accomplir plus de travail avec moins de personnel.

A terme, il amènerait la suppression de 1 000 à 1 500 emplois sur un effectif de 5 000 agents.

Le personnel réclame :
— l'arrêt de la mise en place du système OPTA 1
— la revalorisation du coefficient de tous les employés, surtout pour ceux qui établissent des comptes

— des effectifs suffisants : embauche de 12 agents.

— l'attribution de 15 % à titre personnel après 10 ans de présence.

— la suppression du contrôle du rendement et des statistiques, du contrôle administratif illégal des agents malades.

— le minimum interprofessionnel à 2 300 F par mois. De nombreux employés ne gagnent que 1 700 F par mois.

Les syndicats ont été

débordés par l'ampleur du mouvement. La CGT a essayé d'empêcher la grève en disant : préservons nos forces pour le 1er décembre. Devant la détermination du personnel, elle a dû s'incliner.

La CFDT a eu une attitude beaucoup plus correcte. La combativité du personnel est très grande. Chaque jour, des assemblées générales très nombreuses décident de la reconduction du mouvement. Chaque jour, le personnel envahit les escaliers de la direction. Le directeur, obligé de s'expliquer, répond par de vagues promesses.

Chaque jour, les employés manifestent dans les principales artères de la ville afin de populariser leur mouvement. Un tract a été édité à l'intention des assurés sociaux afin de leur faire comprendre que cette lutte n'est pas dirigée contre eux mais au contraire sert leurs intérêts. L'un des mots d'ordre aux manifestations est : « Employés-assurés, même combat ».

Jamais depuis bien longtemps, on avait vu autant d'employés aux assemblées générales et manifester dans la rue. Les employés s'aperçoivent que la lutte paie et la lutte continue.

Correspondant HR
Marseille Sécurité sociale

• Nantes

MORT D'UN DOCKER

Pierre Agresta, 25 ans, est mort la semaine dernière, la tête écrasée par un de ces énormes troncs d'arbres venus d'Afrique et régulièrement déchargés à Nantes.

Il pleuvait (en principe quand il pleut, on ne décharge pas) mais l'entreprise Loire-Stevenson, responsable ce jour-là du déchargement, préfère économiser le matériel et faire travailler au maximum les hommes au risque de leur vie : pour le capitalisme, le profit seul compte !

C'est ce qu'explique un docker du port de Nantes : « Deux grues de 15 tonnes sont laissées à ne rien faire, par souci d'économie.

Du coup, pour le déchargement des billes, ils ont utilisé une petite de six tonnes. Elle ne pouvait pas prendre en biais, directement sur le pont, d'où la double manœuvre : au treuil vers le fond de la cale, puis vers le quai. Autre point : la cale était ouverte, malgré la pluie. Si elle avait été fermée jusqu'aux trois quarts comme ça se fait, Pierrot aurait pu se jeter d'un bond sur les panneaux de fermeture et se sauver peut-

être. Mais les panneaux de cale coûtent cher et l'armateur craint les chocs des lourdes masses de bois ; on laisse ouvert, tant pis pour le docker » (...) « Il faudrait interdire le travail aux pièces, au rendement pour que ce travail soit moins dangereux » déclare le docker qui ajoute que l'équipe d'Agresta, c'est une cellule du PCF, qui bat tous les records dans les déchargements !

De plus, si l'enfant d'Agresta (agé d'un mois) peut avoir une pension payée par la Sécurité sociale jusqu'à sa majorité, la mère elle, n'aura rien : ils n'étaient pas mariés.

Quant aux conditions de chargement, dans des ports

africains, les voici : « Les billes de bois descendent par le fleuve en dérivant, contrôlées par des pousseurs. A l'embouchure, les Noirs plongent, traînant sous la surface les élingues d'acier qui sont très lourdes, et reparaissent entre deux billes pour repasser l'élingue. Il en meurt très souvent, écrasés et noyés... On donne quelques billets aux veuves et on recrute les cousins... »

Ces bois qui viennent d'Afrique ou des Philippines sont débités à Chevisé (près de Nantes) : ce sont vos portes, et vos fenêtres.

Extraits d'une enquête de l'APL Nantes.

A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS

Camarades lecteurs et diffuseurs, l'Humanité rouge quotidien paraît sur 8 pages dans les éditions datées du vendredi à partir du 25 novembre. Dans ce numéro spécial, quatre pages seront consacrées à la bataille politique de 1978 menée par les marxistes-léninistes.

Camarades, pour une plus ample diffusion de ce numéro spécial, passez vos commandes à l'administration : L'Humanité rouge BP 61 - 75861 - Paris Cédex 18

SYNDICALISME ET LUTTES

RENDICATIVES DANS

DES MUNICIPALITES DE GAUCHE

La revue des cadres communaux CGT, Options avait ouvert dans son No 119 à ses lecteurs une rubrique « Programme commun et indépendance syndicale » fort instructive : un lecteur y faisait connaître sa crainte qu'en cas de victoire de la gauche, l'indépendance syndicale se trouve aliénée par le pouvoir, crainte tout à fait justifiée : les dirigeants des syndicats se trouveraient alors directement dans les allées d'un pouvoir capitaliste de l'aveu même des (ex) partenaires du Programme commun.

Dans le numéro suivant, une lectrice en apporte un exemple (elle est chef de bureau dans une municipalité de gauche).

« Une municipalité de gauche ayant été élue, le maire cherche des appuis dans le personnel communal. Il fait venir une secrétaire particulière — sans formation professionnelle particulière — appartenant au même parti politique, avec pour mission d'organiser le personnel dans des formations de gauche. Un secrétaire général est recruté, de gauche également et professionnellement incompétent. On met sur pied des concours « bidons » et on recrute des personnes « de gauche » sans formation professionnelle toujours, mais cela est sans doute un détail. Et voilà, une section syndicale CGT est née. Tout marche comme le veut le patron. Cela est extrêmement grave et inquiétant. S'agit bien d'une indépendance aliénée par un pouvoir de gauche. »

(...) « C'est quand même un reproche que je fais avec beaucoup de regret, à la CGT des communaux d'être trop liée aux municipalités de gauche, de craindre de

contrarier des élus de gauche, mais de ne pas avoir la

même crainte à l'égard du personnel ».

A Champigny, les communaux débrayent

Le maire de Champigny, Bargerio, membre du PCF, avait promis lors de sa campagne pour les élections municipales, une augmentation de la prime de fin d'année des communaux.

Cette fin d'année approchant, ceux-ci ont demandé par l'intermédiaire de leur syndicat CGT que le maire passe aux actes et porte la prime à 800 F (au lieu de 600 F).

Les dirigeants du syndicat (eux aussi membres du PCF) sont ressortis de l'en-

trevue avec la réponse : « pas d'argent, pas d'augmentation ». Les communaux se mirent aussitôt en grève au vu des résultats de cette « négociation entre grosses têtes du PCF » (comme le dit l'un d'eux). Ce fut massif et dura tout l'après midi.

Mais leurs chefs syndicaux firent en sorte que les communaux ne poursuivent pas sur cette voie et la grève ne reprit pas le lendemain ; le mécontentement est grand !

1er décembre Le désaveu des travailleurs

(suite de la page une)

« L'unité qu'il nous faut, c'est l'unité à la base et dans l'action de tous les travailleurs, l'unité des travailleurs Français et immigrés, qui forment une seule classe ouvrière, l'unité des chômeurs et des actifs, et pas l'unité d'action des Séguy et Maire, dans le giron des partis de gauche. »

« Ce qu'il nous faut, c'est un mouvement syndical qui pratique la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre classe bourgeoise, un mouvement syndical qui soit indépendant de tous les partis bourgeois et dont le but soit d'en finir avec l'exploitation et pas, comme le veulent Séguy et Maire, de participer à la gestion capitaliste. »

« Telle est l'unique voie pour aujourd'hui mettre en échec l'exploitation capitaliste. C'est cette voie que trace le PCMLF, le parti de ceux qui restent fidèles à l'idéal communiste qui fut autrefois celui du PCF. Cette voie, c'est celle qui mène à la révolution prolétarienne, au socialisme, garanti par la dictature au prolétariat. »

• Nettoyeurs des wagons SNCF (Nantes)

Au gala de solidarité Un comité de soutien mis en place

Au gala de soutien qui a réuni environ 150 personnes mercredi 30 novembre au soir, a été annoncée la constitution d'un comité de soutien qui envisagera dans une réunion prochaine les mesures à prendre pour développer popularisation et solidarité le plus largement possible. Cela s'avère d'autant plus nécessaire que la lutte risque fort d'être de longue durée et que les instances locales de la CFDT ne prennent pas de mesures pour assumer ce genre de tâches. Rappelons que la CGT qui regroupe la maîtrise à Laving-Glace (l'entreprise qui emploie les 5 grévistes et sous-traite le nettoyage des wagons pour le compte de la SNCF) s'est opposée à la grève ; Labbé, responsable CGT des ports et docks (syndicat auquel sont affiliés les nettoyeurs côté CGT) a même déclaré que le licenciement était normal (c'est contre un licenciement qu'a démarré la grève : voir HR No 777) ; il a même prétendu que les

grévistes entravaient la liberté de travailler des chômeurs embauchés pour les remplacer, en occupant les locaux où est stocké leur matériel !

On comprend que dans ces conditions, les responsables CFDT qui ont l'habitude de commencer par se mettre d'accord avec leurs homologues de la CGT soient plutôt embarrassés par cette lutte.

La troupe Jean Rigolet, qui a présenté sa pièce sur la Justice et la chorale de nos camarades de Rennes ont assumé la partie culturelle de la soirée.

Aucune solution n'est en vue pour le conflit. Les grévistes occupent toujours ; leur piquet de grève fait « la chasse aux balais » : c'est le moyen utilisé pour empêcher que le travail se fasse. Un délégué a fait remarquer avec humour que si cela continue, ils en auraient un tel stock qu'ils pourront envisager de subvenir à leurs besoins en les vendant.

LA CHINE

A TRAVERS SA PRESSE
EN LANGUE FRANÇAISE

EXPOSITION

PEKIN INFORMATION LITTÉRATURE CHINOISE
LA CHINE EN CONSTRUCTION LA CHINE

Culture-Diffusion 68, rue de Belleville

juste à côté de la librairie Les Herbes sauvages)
PARIS 20ème

L'exposition sera ouverte

du 5 au 19 décembre inclus :

lundi - mardi - jeudi - vendredi :	de 17 H à 19 H
mercredi :	de 14 H à 19 H
samedi :	toute la journée
dimanche :	de 10 H à 13 H